



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article171>

Moyen orient

De l'importance de fortifier Israël

- Z - Archives - Relations internationales - Monde - Organismes internationaux -



Date de mise en ligne : mercredi 2 mai 2007

Union des Forces de Progrès

Résumé : Face à la faiblesse européenne et à la difficulté pour les États-Unis d'entrer dans un nouveau conflit au Moyen Orient, une des meilleures options stratégiques est peut-être de fortifier toujours davantage l'État d'Israël.

L'impact du Moyen Orient sur la stabilité du système international a pris une autre dimension à partir des attentats terroristes de 2001 aux États-Unis. Les deux conflits prolongés en Afghanistan et en Irak, où sont impliquées des forces occidentales, les défis ouverts de Mahmoud Ahmadinejad, président iranien, qui s'est engagé à annihiler Israël et à poursuivre l'expansion du programme d'enrichissement d'uranium (dorénavant à l'échelle industrielle), les actions de pays comme la Syrie et l'Iran, qui collaborent explicitement avec des groupes terroristes qui opèrent contre Israël, comme, par exemple, le Hezbollah, et les activités de la Russie, pays toujours plus influent dans la région, constituent une dynamique qui semble indiquer que le Moyen-Orient restera encore longtemps le foyer principal des attentions sur la scène internationale.

L'Iran s'affirme toujours davantage dans sa position d'« Etat-voyou » qui lui mériteraient des réponses plus dures de la part de l'Occident. Cependant, les États-Unis pourront difficilement envisager une autre guerre conventionnelle dans la région. Nous devons souligner ici le mot « conventionnel ». Face à la nécessité impérieuse de neutraliser une menace concrète contre la survie d'un de leurs alliés, les États-Unis, qui sont la plus grande puissance militaire du monde, disposent de conditions d'action, mais à un coût peut-être très élevé face à l'opinion publique internationale. En outre, l'usure politique intérieure, en cas d'ouverture d'un nouveau front, serait également très grande et probablement insoutenable.

L'Europe, qui s'appuie, depuis des décennies, sur l'aide de la puissance militaire nord-américaine pour assurer son intégrité et sa survie, s'est consacrée à la construction d'un paradis kantien onirique, où l'utilisation de la force est pratiquement impensable et où les seules réponses possibles à quelque menace que ce soit ne peuvent être que le dialogue et le multilatéralisme institutionnalisé. À l'intérieur, ils se consacrent au maintien de leur modèle d'État de bien-être social, dont les effets commencent déjà à se faire sentir sur l'économie de la région. Face à l'augmentation de la longévité et à la chute du taux de natalité des Européens, la population vieillit et il y a de moins en moins de jeunes susceptibles d'assumer le coût de la proportion élevée et croissante de retraités. L'augmentation concomitante de l'islamisation du continent européen, par le biais de courants d'immigrants faiblement qualifiés, le taux élevé du chômage dans l'Union européenne, qui se situait à 7,9%, en 2006, selon Eurostat, et la condamnation de modèles comme celui de la Suisse - pays qui attire les entreprises et les investissements en raison de sa fiscalité plus « raisonnable » -, constituent autant de signaux indiquant que le modèle économique européen actuel ne pourra pas survivre longtemps.

Il convient de tenir compte d'un acteur important, de plus en plus représentatif sur la scène mondiale : la Russie. Ce pays, de par sa configuration géographique, a toujours eu une vocation impériale. L'ours russe est engagé depuis la fin de la Guerre froide, qui s'est accompagné de l'émiettement du bloc soviétique, mais la vocation russe ne dépend pas d'orientations idéologiques ni de systèmes politiques internes. Le pays est une puissance terrestre qui, s'il obtient un accès aux mers chaudes, et devient une puissance maritime, gagnera en pouvoir de manière significative. Le géopolitologue anglais, Halford John Mackinder, avait déjà compris cela, au début du XXe siècle, et la doctrine Truman, formulée au début de la Guerre froide pour contenir l'expansionnisme soviétique, se basait sur des considérations géopolitiques de cette nature.

Indépendamment du fait que les options économiques de l'Union soviétique ont contribué à la chute du bloc et que la majorité de sa population a été maintenue dans la misère et la faim, si le pays avait réussi à devenir une puissance maritime à l'époque, il aurait probablement constitué des réserves dans d'autres endroits du monde. Aurait-ce été un

empire durable ? Il y a peu de chances pour cela. Contrairement à la domination hégémonique sophistiquée, qui transnationalise les ressources de pouvoir (« hard » et « soft »), la domination impériale brute perd sa viabilité par l'épuisement progressif qui découle de la transformation continue de ressources économiques en ressources militaires.

Cependant, le choc entre l'ours russe et la baleine américaine, appelés à « concentrer dans leurs mains le destin de la moitié du monde », comme l'avait prévu Alexis de Tocqueville, dès le XIXe siècle, n'a pas cessé avec la fin de la Guerre froide en 1991. Il est clair que, du fait des dynamiques plus complexes des relations internationales du XXIe siècle, la continuation du conflit entre les États-Unis et la Russie n'aura pas lieu dans un milieu bipolaire. La Russie disputera ses intérêts avec au moins deux pays proches, qui marchent à grands pas vers le statut de grandes puissances : la Chine et l'Inde. Savoir travailler avec ces deux pays sera donc d'une importance fondamentale pour la structuration d'un nouveau débat possible et pour le développement de la configuration internationale dans les prochaines décennies.

Face au passage très probable de l'administration nord-américaine aux mains des démocrates, généralement hostiles à la réflexion à long terme, il convient de lancer un avertissement pour que, au bout de ce long terme, nous ne soyons pas tous morts. Il faut continuer à fortifier les systèmes de renseignements nord-américains de collecte et d'analyse des informations. Dans la diplomatie, la politique internationale montre aussi bien son visage que ses masques, mais sa gestion réelle se réalise dans les activités de renseignements. Récemment, le président nord-américain George W. Bush a approuvé une nouvelle stratégie de contre-espionnage déterminée à élargir les opérations contre les espions et terroristes étrangers, en intensifiant la coordination entre les agences nord-américaines, ce qui est fondamental pour dépolitiser les services de renseignements. Le prochain gouvernement poursuivra-t-il cette stratégie ? Selon une information récente du Guardian (13 avril 2007), les activités de renseignements russes en Angleterre ont atteint le même niveau que pendant la Guerre froide.

Avec la perte récente d'une bonne partie de son influence en Europe orientale, suite à l'entrée des pays de cette région dans l'Union européenne, la Russie concentre principalement ses activités en direction du Moyen-Orient. L'Iran est considéré par de nombreux analystes comme un pays qui ambitionne de devenir une puissance régionale. Or, cette prétention est naturelle dans la condition anarchique du système international actuel. Toutefois, ces derniers temps, l'Iran agit davantage comme pion de la Russie que comme puissance autonome. Dans la diplomatie ouverte, la Russie s'aligne sur le monde libre pour condamner le programme iranien d'enrichissement d'uranium, mais, dans le monde réel, elle fournit des armes conventionnelles et des systèmes de défense anti-aérienne à l'Iran (comme le TOR-M1, livré au début de cette année), outre les difficultés qu'elle crée au Conseil de sécurité pour approuver des résolutions plus dures contre ce pays.

En alimentant les prétentions iraniennes, la Russie gagne un allié significatif dans la région. Sur la carte du Moyen-Orient, c'est Israël qui court le risque le plus immédiat, aussi bien pour de raisons géopolitiques que pour des motifs civilisationnels. Il s'agit de la seule démocratie de type occidental dans la région, qui offre même des droits de citoyenneté à sa minorité arabe. Israël est également identifié avec le noyau dur de l'occidentalité, ce qui lui garantit la haine et la répulsion des courants de pensée qui s'autoqualifient de « progressistes ». Dans les milieux académiques et journalistiques occidentaux, Israël est fréquemment accusé de pratiquer le terrorisme d'État. Cependant, on y parle peu du véritable terrorisme d'État pratiqué par des pays comme l'Iran et la Syrie, qui arment et soutiennent des groupes radicaux qui visent à assassiner des civils israéliens. Ceux-là mêmes qui critiquent les actions de représailles d'Israël comme étant « anti-humanitaires » envers la population civile palestinienne, oublient généralement de rappeler qu'Israël agit pour défendre ses civils, tandis que les groupes terroristes islamiques se défendent en utilisant lâchement leurs civils comme boucliers humains.

Entouré de nations hostiles depuis sa création, Israël n'a pris l'initiative d'actions militaires qu'en 1956 et 1967. En ces deux occasions, les attaques ont été de nature préventive. La spirale de la violence qui gagna en intensité pendant toute l'année 1955, et fut alimentée par Nasser avec son offensive de guérillas contre Israël, ainsi que la

détérioration de la situation sécuritaire d'Israël, provoquée par l'acquisition ostensible d'armes soviétiques par l'Égypte, ne laissèrent pas beaucoup de choix à Ben-Gourion. Suite à la nationalisation unilatérale du Canal de Suez par Nasser, le 26 juillet 1956, le Royaume-Uni, la France et Israël lancèrent, en octobre de cette même année, l'Opération Mousquetaire, plus connue en Israël sous le nom de Campagne du Sinaï. Cette deuxième guerre arabo-israélienne fut facilement remportée par Israël, mais la victoire militaire fut assombrie par les pressions politiques des États-Unis et de l'Union soviétique, dans le contexte et la logique de la Guerre froide. En 1967, l'attaque israélienne anticipa les opérations hostiles de l'Égypte et de la Jordanie. Dès le mois de mai de cette année-là, les armées arabes massaient leurs forces le long des frontières d'Israël, et le front arabe constitué par l'Égypte, la Jordanie et la Syrie, bénéficiait d'une aide soviétique continue.

Actuellement, Israël vit au jour le jour aux prises avec le fléau du terrorisme, qui perturbe le développement de ses activités économiques. Il est vrai qu'en matière économique, Israël ne s'est jamais déclaré en faveur du libre marché. Mais il faut souligner que la prospérité et le bien-être économique doivent toujours passer au second plan par rapport à l'objectif primordial de la sécurité et de la nécessité fondamentale de la survie. Ce ne sont ni le « commerce libre » ni le « libéralisme » qui parviendront à pacifier la région du Moyen-Orient et à rendre la vie des Israéliens plus sûre. La stabilité est la conséquence de la mise en oeuvre de bons choix stratégiques et non d'idéalismes, peu applicables face à des menaces concrètes. Si tu veux la paix, prépare-toi à la guerre (« si vis pacem, para bellum »), disait déjà l'écrivain militaire romain, Végèce, vers l'an 390 de notre ère. Ainsi, il faut d'abord garantir la survie par le renforcement de la puissance face aux autres États de la région. Ensuite on peut commencer à penser aux bénéfices de la paix pour le développement de relations économiques visant à promouvoir le bien-être et la prospérité. Accuser Israël d'être un pays « socialiste » et se plaindre du manque d'engagement des Israéliens en faveur de modèles économiques et politiques libéraux, relève d'un degré élevé de myopie, lié en général au vice qui consiste à se concentrer sur les détails de la petite politique et sur les aspects religieux, idéologiques et culturels, au détriment du contexte plus large des relations internationales, où il n'y a guère d'espace pour des opinions d'amateurs.

Malgré toutes les difficultés auxquelles est confronté Israël, le pays a réalisé, avec un certain succès, depuis 2003, certains changements dans ses orientations économiques. Israël est une économie de marché technologiquement avancée, et les équipements de haute technologie représentent une part considérable de ses exportations. La participation du gouvernement à l'économie, plutôt importante, en général, est en train de diminuer substantiellement. Le pays présente également une trajectoire intéressante de croissance ces dernières années. En 2004, son PNB a augmenté de 4,8%. En 2005, le taux de croissance a été de 5,2% et en 2006 de 5,1%. Le taux de croissance de l'économie israélienne, en 2006, a été élevé, si on le compare à la moyenne mondiale ; il a même dépassé de près de 2% la moyenne des pays de l'OCDE (qui se situait à 3,2%, la même année).

Dans l'indice du libéralisme économique publié par la Heritage Foundation, dont la méthodologie a été revue en 2007, Israël figure en tête du troisième groupe, celui des pays modérément libres, à la 37e position, juste après la Corée du Sud. Le Brésil apparaît dans le même groupe, mais à l'autre extrémité, occupant la 70e position, juste après la Tunisie (69e), et bien plus bas que le Belize (56e). En ce qui concerne les pays d'Amérique Latine, l'indice de la Heritage Foundation ne place devant Israël que le Chili, qui occupe la 11e position et figure dans le deuxième groupe, celui des pays majoritairement libres, El Salvador, en 29e position, et également dans le deuxième groupe, et l'Uruguay, situé dans le même groupe qu'Israël, mais en 33e position.

La performance économique d'Israël et la possibilité qui lui est offerte s'orienter un peu plus vers la libéralisation de son économie est due, en partie, à la présence nord-américaine dans la région. La campagne des États-Unis en Irak, indépendamment du fait que ses résultats les plus visibles paraissent négatifs, a déjà produit au moins un fruit significatif : elle a contribué à augmenter la sécurité en Israël. Le régime de Saddam Hussein était un des principaux soutiens du terrorisme anti-israélien dans la région, et l'élimination de cette menace a permis à Israël de faire un peu de place, dans ses préoccupations, aux réformes économiques, ces dernières années.

De l'importance de fortifier Israël

Nous pouvons conclure qu'Israël, au vu de toutes ses caractéristiques et de son développement historique, constitue un élément-clé dans le choc civilisationnel qui pénètre la dynamique des relations internationales de ce début de XXI^e siècle. Nous devons tenir compte de ce que le fondamentalisme islamique se tourne immédiatement contre l'ennemi le plus proche, qui est Israël, mais que son adversaire réel est la civilisation occidentale dans son ensemble. Nous ne pouvons pas non plus négliger la Russie, pays engagé dans sa vocation historique et qui sait tirer profit des tensions au Moyen-Orient pour promouvoir ses intérêts géopolitiques. Alors que l'identité occidentale faiblit, fortifier Israël est également important parce que la survie de ce pays implique une série de valeurs qui devraient continuer à être chères à l'Occident.

Face à la faiblesse européenne au plan militaire et à la difficulté, pour les Etats-Unis, de s'impliquer ouvertement dans de nouveaux conflits armés dans la région, une des meilleures options stratégiques possibles actuellement est peut-être de fortifier toujours davantage l'État d'Israël (tant militairement qu'économiquement). Malgré les difficultés stratégiques auxquelles il est confronté depuis le début de son existence, le pays a récemment gagné plusieurs rangs dans l'échelle mondiale du libéralisme économique et de la croissance durable. En outre, il a aussi une industrie de haute technologie, ce qui le rend plutôt attirant pour les investisseurs - contrairement à l'Amérique Latine, où il serait irresponsable de gaspiller des ressources, étant donné que la région, outre sa faible importance géopolitique dans le panorama actuel, comparé à Israël, a choisi d'en rester aux rhétoriques idéologiques de la décennie 1970.

Par Andrés Téllez

© MidiaSemMascara.org

traduit en français par Claude Detienne.

source : upjf.org